

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE, SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE ET ENVIRONNEMENT ET AGENCE FEDERALE POUR LA SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE

[C – 2015/24108]

23 AVRIL 2015. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 22 novembre 2006 relatif à la lutte contre la rhinotrachéite infectieuse bovine

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, les articles 4, 6, 7 et 8, l'article 9, modifié par la loi du 28 mars 2003, l'article 9bis, inséré par la loi du 29 décembre 1990 et remplacé par la loi du 27 décembre 2005, et l'article 18;

Vu la loi du 28 août 1991 sur l'exercice de la médecine vétérinaire, les articles 6, § 2 et 12, modifié par la loi du 19 mars 2014;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 2006 relatif à la lutte contre la rhinotrachéite infectieuse bovine;

Vu l'avis du Conseil du Fonds budgétaire pour la santé et la qualité des animaux et des produits animaux, donné le 26 octobre 2011;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 février 2012 et le 30 avril 2013;

Vu l'avis du Comité Scientifique institué auprès de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire, donné le 23 novembre 2012;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale du 15 mars 2013 et du 5 juillet 2013;

Vu l'avis du Conseil National de l'Agriculture, donné le 5 juin 2014;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'Ordre des Médecins vétérinaires, donné le 6 octobre 2014;

Vu l'avis 53.554/1 et 57.078/3 du Conseil d'Etat, donné le 15 juillet 2013 et le 9 mars 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 novembre 2006 relatif à la lutte contre la rhinotrachéite infectieuse bovine, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 2013, qui a été annulé par l'arrêt n° 226.735 du Conseil d'Etat, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Cet arrêté n'est pas d'application pour les parcs zoologiques, à l'exception des mesures énoncées dans les chapitres II à VI inclus. ».

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 2013, qui a été annulé par l'arrêt n° 226.735 du Conseil d'Etat, les modifications suivantes sont apportées :

1^o aux 6^o et 7^o, la phrase « Les antécédents cliniques sont consignés par le vétérinaire d'exploitation sur un formulaire mis à disposition par l'association agréée. » est abrogée;

2^o le 8^o est remplacé par ce qui suit :

« 8^o troupeau bovin avec statut I.B.R. I2 : un troupeau dans lequel les antécédents cliniques et la situation quant à la vaccination contre l'I.B.R. sont connus et dans lequel la vaccination des bovins est répétée selon le protocole défini en annexe III, point 3; »;

3^o l'article 3 est complété par le 26^o rédigé comme suit :

« 26^o parc zoologique : parc zoologique tel que défini à l'article 1, 1^o de l'arrêté royal du 10 août 1998 relatif à l'agrément des parcs zoologiques. ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID, VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN EN LEEFMILIEU EN FEDERAAL AGENTSCHAP VOOR DE VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN

[C – 2015/24108]

23 APRIL 2015. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 november 2006 betreffende de bestrijding van infectieuze bovine rhinotracheïtis

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, de artikelen 4, 6, 7 en 8, artikel 9, gewijzigd bij de wet van 28 maart 2003, artikel 9 bis, ingevoegd bij de wet van 29 december 1990 en vervangen bij de wet van 27 december 2005 en artikel 18;

Gelet op de wet van 28 augustus 1991 betreffende de uitoefening van de diergeneeskunde, de artikelen 6, § 2 en 12, gewijzigd bij de wet van 19 maart 2014;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 2006 betreffende de bestrijding van infectieuze bovine rhinotracheïtis;

Gelet op het advies van de Raad van het Begrotingsfonds voor de gezondheid en de kwaliteit van de dieren en de dierlijke producten, gegeven op 26 oktober 2011;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 9 februari 2012 en op 30 april 2013;

Gelet op het advies van het Wetenschappelijk Comité van het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen, gegeven op 23 november 2012;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de Federale Overheid van 15 maart 2013 en 5 juli 2013;

Gelet op het advies van de Nationale Landbouwrap, gegeven op 5 juni 2014;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van de Orde der Dierenartsen, gegeven op 6 oktober 2014;

Gelet op advies 53.554/1 en 57.078/3 van de Raad van State, gegeven op 15 juli 2013 en op 9 maart 2015, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 22 november 2006 betreffende de bestrijding van infectieuze bovine rhinotracheïtis, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 2013, dat vernietigd is bij het arrest nr. 226.735 van de Raad van State, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Dit besluit is niet van toepassing op dierentuinen met uitzondering van de maatregelen in de hoofdstukken II tot en met VI. ».

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 2013, dat vernietigd is bij het arrest nr. 226.735 van de Raad van State, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in de bepalingen onder 6^o en 7^o wordt de zin "De klinische antecedenten worden door de bedrijfsdierenarts opgetekend op een door de erkende vereniging ter beschikking gesteld formulier." opgeheven;

2^o de bepaling onder 8^o wordt vervangen als volgt :

"8^o rundveebeslag met I.B.R.-statuut I2 : een beslag waarvan de klinische antecedenten en de vaccinatioestand met betrekking tot I.B.R. bekend zijn en waarbij de vaccinatie van de runderen is herhaald volgens het protocol vastgelegd in bijlage III, punt 3;"

3^o artikel 3 wordt aangevuld met de bepaling onder 26^o luidende :

"26^o dierentuin : dierentuin bedoeld in artikel 1, 1^o van het koninklijk besluit van 10 augustus 1998 betreffende de erkenning van dierentuinen."

Art. 3. L'article 15 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 2013, qui a été annulé par l'arrêt n° 226.735 du Conseil d'Etat, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 15. Les statuts peuvent être mentionnés sur le passeport comme prescrit dans les articles 26 à 29 inclus de l'arrêté royal du 23 mars 2011 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins. ».

Art. 4. Dans l'article 16, § 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 2013, qui a été annulé par l'arrêt n° 226.735 du Conseil d'Etat, la phrase « Les conditions de participation aux rassemblements visés à l'annexe VII, B, sont fixées par le Ministre à la date décidée conformément à l'article 12, § 2. » est abrogée.

Art. 5. L'article 17 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 2013, qui a été annulé par l'arrêt n° 226.735 du Conseil d'Etat, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. A la demande du responsable, le vétérinaire d'exploitation rédige, sur base du statut I.B.R. attribué au troupeau, un certificat individuel qui accompagne le passeport tel que décrit aux articles 26 à 29 inclus de l'arrêté royal du 23 mars 2011 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins.

Le modèle de ce certificat est défini à l'annexe IX.

Les statuts I.B.R. des troupeaux de bovins identifiés par le numéro de troupeau, le prénom et le nom du responsable sont disponibles et téléchargeables sur le site internet des associations agréées, sous format « Portable Document Format », nommé ci-après format « Pdf ».

Sur base du statut I.B.R. d'un troupeau, le statut d'un bovin individuel issu de ce troupeau est également disponible et téléchargeable sur le site internet des associations agréées sous format "Pdf". ».

Art. 6. Dans l'article 18 du même arrêté, le paragraphe 3, remplacé par l'arrêté royal du 16 septembre 2013, qui a été annulé par l'arrêt n° 226.735 du Conseil d'Etat, est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les conditions et modalités de mise en prairie des bovins sont reprises dans l'annexe V. ».

Art. 7. Dans l'article 19 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 2013, qui a été annulé par l'arrêt n° 226.735 du Conseil d'Etat, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° exiger du cédant la remise du passeport tel que décrit aux articles 26 à 29 inclus de l'arrêté royal du 23 mars 2011 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins, ainsi que le certificat individuel visé à l'article 17; »;

2° le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° faire appel, sans préjudice des dispositions de l'article 43 de l'arrêté royal du 6 décembre 1978 relatif à la lutte contre la brucellose bovine, de l'arrêté royal du 23 mars 2011 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins, de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1999 portant des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de bovins à déclaration obligatoire, et de l'article 26, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 17 octobre 2002 relatif à la lutte contre la tuberculose bovine, endéans les 48 heures qui suivent l'acquisition du bovin, au vétérinaire d'exploitation afin de faire examiner le bovin et, dans le cas d'un troupeau qualifié I3 ou I4, de faire procéder aux examens prescrits selon les modalités fixées à l'annexe VI, points 2 et 3, ou, dans le cas d'un troupeau qualifié I2, de procéder aux vaccinations prescrites selon les modalités fixées au chapitre VI et à l'annexe VI, point 1, ou de faire procéder aux dites vaccinations si aucun contrat de guidance n'a été signé avec le vétérinaire d'exploitation; ».

Art. 3. Artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 2013, dat vernietigd is bij het arrest nr. 226.735 van de Raad van State, wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. De statuten kunnen worden vermeld op het paspoort, zoals vastgelegd in de artikelen 26 tot en met 29 van het koninklijk besluit van 23 maart 2011 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen. ».

Art. 4. In artikel 16, § 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 2013, dat vernietigd is bij het arrest nr. 226.735 van de Raad van State, wordt de zin " De voorwaarden voor deelname aan de verzamelingen bedoeld in bijlage VII, B, worden vastgesteld door de Minister op de overeenkomstig artikel 12, § 2, te bepalen datum." opgeheven.

Art. 5. Artikel 17 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 2013, dat vernietigd is bij het arrest nr. 226.735 van de Raad van State, wordt vervangen als volgt :

« Art. 17. Op vraag van de verantwoordelijke, stelt de bedrijfsdierenarts, op basis van het aan het beslag toegekende I.B.R.-statuut, een individueel getuigschrift op dat het paspoort, zoals beschreven in de artikelen 26 tot en met 29 van het koninklijk besluit van 23 maart 2011 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen, vergezelt.

Het model van dit getuigschrift wordt vastgelegd in bijlage IX.

De I.B.R. statuten van de rundveebeslagen, geïdentificeerd aan de hand van het beslagnummer, de naam en voornaam van de verantwoordelijke, zijn beschikbaar en te downloaden op de website van de erkende verenigingen in « Portable Document Format », hierna "Pdf" formaat genoemd.

Op basis van het I.B.R. statuut van een rundveebeslag is het statuut van een individueel rund, afkomstig van dit rundveebeslag, ook beschikbaar en te downloaden op de website van de erkende verenigingen in "Pdf"-formaat."

Art. 6. In artikel 18 van hetzelfde besluit wordt paragraaf 3, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 september 2013, dat vernietigd is bij het arrest nr. 226.735 van de Raad van State, vervangen als volgt :

«§ 3. De voorwaarden en modaliteiten voor het toelaten van runderen op de weide worden vastgelegd in bijlage V.".

Art. 7. In artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 2013, dat vernietigd is bij het arrest nr. 226.735 van de Raad van State, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de bepaling onder 1° wordt vervangen als volgt :

"1° van de overdrager de afgifte eisen van het paspoort zoals bedoeld in de artikelen 26 tot en met 29 van het koninklijk besluit van 23 maart 2011 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen evenals het individueel getuigschrift zoals bedoeld in artikel 17;"

2° de bepaling onder 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° binnen de 48 uur volgend op de verwerving van het rund, en onverminderd de bepalingen van artikel 43 van het koninklijk besluit van 6 december 1978 betreffende de bestrijding van de runderbrucellose, van het koninklijk besluit van 23 maart 2011 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen, van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1999 houdende bijzondere maatregelen van epidemiologisch toezicht op en preventie van aangifteplichtige runderziekten, en van het artikel 26, § 1, van het koninklijk besluit van 17 oktober 2002 betreffende de bestrijding van rundertuberculose, beroep doen op de bedrijfsdierenarts om een klinisch onderzoek uit te voeren en, in geval van een gekwalificeerd I3 of I4 beslag de onderzoeken zoals voorgeschreven in bijlage VI, punten 2 en 3, uit te voeren of in geval van een gekwalificeerd I2 beslag, de in hoofdstuk VI en in bijlage VI, punt 1, voorgeschreven vaccinaties uit te voeren of te doen uitvoeren indien er geen begeleidingsovereenkomst werd afgesloten met de bedrijfsdierenarts; ».

Art. 8. Dans l'article 20 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 16 septembre 2013, qui a été annulé par l'arrêt n° 226.735 du Conseil d'Etat, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Sans préjudice des dispositions de l'article 43 de l'arrêté royal du 6 décembre 1978 relatif à la lutte contre la brucellose bovine, de l'article 23 de l'arrêté royal du 23 mars 2011 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins, de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 février 1999 portant des mesures spéciales en vue de la surveillance épidémiologique et de la prévention des maladies de bovins à déclaration obligatoire, et de l'article 26, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 17 octobre 2002 relatif à la lutte contre la tuberculose bovine, le vétérinaire d'exploitation visé à l'article 19, 2°, est tenu de : ».

Art. 9. A l'annexe III du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 16 février 2011 et modifiée par l'arrêté royal du 16 septembre 2013, qui a été annulé par l'arrêt n° 226.735 du Conseil d'Etat, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1 le mot « registre » est remplacé par le mot « registre de vaccination »;

2° le point 2 est complété par le 2.3 rédigé comme suit : « 2.3 Les points 2.1 et 2.2 ne sont pas d'application dans le cas de vaccinations pour lesquelles une copie papier ou informatique du registre de vaccination a été transmise à l'association agréée. ».

Art. 10. Dans l'annexe IV, B, B.1., du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 16 février 2011 et modifiée par l'arrêté royal du 16 septembre 2013, qui a été annulé par l'arrêt n° 226.735 du Conseil d'Etat, sont insérés, entre les alinéas 3 et 4, deux alinéas rédigés comme suit :

« Si au cours du premier bilan sérologique, un ou un nombre limité de bovins présentent des résultats positifs ou non interprétables pour les anticorps dirigés contre la glycoprotéine E, ce premier bilan peut être considéré valide à condition que les animaux concernés soient éliminés le plus rapidement possible, au plus tard deux mois après le premier bilan sérologique, et que des mesures particulières soient prises en vue d'augmenter la biosécurité du troupeau.

Ces mesures particulières sont définies conjointement par le vétérinaire de l'association agréée et le vétérinaire d'exploitation.

Le nombre maximum de résultats positifs ou non interprétables toléré est limité à deux animaux testés par troupeau d'un nombre égal ou supérieur à cinquante animaux et à un animal testé dans les autres cas. ».

Art. 11. L'annexe V, A, du même arrêté, remplacée par l'arrêté royal du 16 février 2011 et modifiée par l'arrêté royal du 16 septembre 2013, qui a été annulé par l'arrêt n° 226.735 du Conseil d'Etat, est complétée par un alinéa rédigé comme suit :

« Ces indications sont disponibles sur les sites internet des associations agréées et téléchargeables en format « Pdf ». ».

Art. 12. Dans le même arrêté, l'annexe VII, A, 5., remplacée par l'arrêté royal du 16 septembre 2013, qui a été annulé par l'arrêt n° 226.735 du Conseil d'Etat, est remplacée par ce qui suit :

« Par dérogation au point 1, l'Agence peut autoriser la participation de bovins issus de troupeaux avec un statut I2 à des manifestations culturelles et traditionnelles, moyennant le respect des conditions suivantes :

a) le rassemblement ne peut concerner que des bovins issus de troupeaux avec statut I2;

b) les bovins issus de troupeaux qualifiés I3 ou I4 ou les bovins issus d'un troupeau avec dérogation à la vaccination ne peuvent pas participer à ces rassemblements;

c) la liste des bovins participants doit être transmise par l'organisateur à l'Agence et aux deux associations agréées au plus tard cinq jours ouvrables avant le rassemblement;

d) la destination des bovins ayant participé ne peut être que l'abattoir, après une éventuelle période de finition dans l'exploitation de provenance. Entre les rassemblements et l'abattage, ces bovins ne peuvent en aucun cas se trouver en prairie. ».

Art. 8. In artikel 20 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 2013, dat vernietigd is bij het arrest nr. 226.735 van de Raad van State, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De bedrijfsdierenarts bedoeld in artikel 19, 2°, is gehouden, onverminderd de bepalingen van artikel 43 van het koninklijk besluit van 6 december 1978 betreffende de bestrijding van de runderbrucellose, van artikel 23 van het koninklijk besluit van 23 maart 2011 tot vaststelling van een identificatie- en registratieregeling voor runderen, van artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 februari 1999 houdende bijzondere maatregelen van epidemiologisch toezicht op en preventie van aangifteplichtige runderziekten, en van het artikel 26, § 1, van het koninklijk besluit van 17 oktober 2002 betreffende de bestrijding van rundertuberculose : ».

Art. 9. In bijlage III van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 februari 2011 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 2013, dat vernietigd is bij het arrest nr. 226.735 van de Raad van State, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt 1 wordt het woord "register" vervangen door het woord "vaccinatieregister";

2° punt 2 wordt aangevuld met de bepaling onder 2.3, luidende : "2.3 De punten 2.1 en 2.2 zijn niet van toepassing op de vaccinaties waarvoor een kopie van het vaccinatieregister werd overgemaakt aan de erkende vereniging op papier of op geïnformatiseerde wijze.".

Art. 10. In de bijlage IV, B, B.1., van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 februari 2011 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 2013, dat vernietigd is bij het arrest nr. 226.735 van de Raad van State, worden tussen het derde en het vierde lid twee leden ingevoegd, luidende :

« Indien bij het eerste serologische onderzoek één of een beperkt aantal runderen een positief of niet interpreteerbaar resultaat vertoont bij de detectie van antilichamen gericht tegen het glycoproteïne E, kan dit eerste serologisch onderzoek als geldig worden aanvaard op voorwaarde dat alle betrokken runderen zo spoedig mogelijk worden verwijderd, ten laatste twee maanden na het uitvoeren van het eerste serologisch onderzoek, en er bovendien bijkomende maatregelen worden genomen met het oog op het verhogen van de bioveiligheid van het beslag.

Deze bijkomende maatregelen worden, bepaald in gezamenlijk overleg met de dierenarts van de erkende vereniging en de bedrijfsdierenarts.

Het maximum aantal positief of niet interpreteerbare resultaten is beperkt tot twee geteste dieren voor beslagen met vijftig of meer dieren en één getest dier in de andere gevallen.".

Art. 11. Bijlage V, A, van hetzelfde besluit, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 februari 2011 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 september 2013, dat vernietigd is bij het arrest nr. 226.735 van de Raad van State, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Deze aanwijzingen worden gepubliceerd op de websites van de erkende verenigingen, en zijn downloadbaar in "Pdf"-formaat". ».

Art. 12. In hetzelfde besluit wordt de bijlage VII, A, 5., vervangen bij het koninklijk besluit van 16 september 2013, dat vernietigd is bij het arrest nr. 226.735 van de Raad van State, vervangen als volgt :

"In afwijking van punt 1, kan het Agentschap de deelname van runderen afkomstig van beslagen met een I2 statuut aan manifestaties met een cultureel of traditioneel karakter toelaten onder de volgende voorwaarden :

a) op de verzamelingen worden enkel runderen toegelaten afkomstig van beslagen met een I2-statuu;

b) runderen afkomstig van beslagen met een I3 of I4-statuu of runderen afkomstig van een beslag met een derogatie van de vaccinatie mogen niet deelnemen aan deze verzamelingen;

c) de lijst met de deelnemende runderen dient door de organisator minstens vijf werkdagen voor de verzameling overgemaakt te worden aan het Agentschap en de beide erkende verenigingen;

d) de bestemming van runderen die deelnemen, mag enkel het slachthuis zijn, eventueel na een afmestperiode in het bedrijf van herkomst. Tussen de verzamelingen en de slachting mogen deze runderen zich in geen geval op de weide bevinden.".

Art. 13. Dans le même arrêté, l'annexe VII, B, remplacée par l'arrêté royal du 16 septembre 2013, qui a été annulé par l'arrêt n° 226.735 du Conseil d'Etat, est remplacée par ce qui suit :

« Conditions à fixer conformément à l'article 22. ».

Art. 14. Dans le même arrêté, la version française de l'annexe IX, remplacée par l'arrêté royal du 16 septembre 2013, qui a été annulé par l'arrêt n° 226.735 du Conseil d'Etat, est remplacée par l'annexe I jointe au présent arrêté.

Art. 15. Le ministre qui a la Sécurité de la Chaîne alimentaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 avril 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,
W. BORSUS

Art. 13. In hetzelfde besluit wordt de bijlage VII, B, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 september 2013, dat vernietigd is bij het arrest nr. 226.735 van de Raad van State, vervangen als volgt :

“Voorwaarden vast te stellen overeenkomstig artikel 22.”.

Art. 14. In hetzelfde besluit wordt de Franstalige versie van bijlage IX, vervangen bij het koninklijk besluit van 16 september 2013, dat vernietigd is bij het arrest nr. 226.735 van de Raad van State, vervangen door de bijlage I gevoegd bij dit besluit.

Art. 15. De minister bevoegd voor de Veiligheid van de Voedselketen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 23 april 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw,
W. BORSUS

Annexe I de l'arrêté royal modifiant
l'arrêté royal du 22 novembre 2006 relatif à la lutte contre la rhinotrachéite infectieuse bovine

Annexe IX de l'arrêté royal du 22 novembre 2006 relatif à la lutte contre la rhinotrachéite infectieuse bovine

Annexe IX

Certificat I.B.R.

Certificat I.B.R. individuel

Le certificat I.B.R. doit au minimum contenir les données suivantes :

- les données du vétérinaire qui a signé le certificat
- nom et adresse
- numéro attribué par l'Ordre des Vétérinaires
- titre du vétérinaire (vétérinaire d'exploitation ou suppléant)
- le numéro de troupeau et le statut I.B.R. du troupeau duquel provient le bovin
- le numéro d'identification du bovin
- l'identité de la personne qui a effectué la vaccination
- la date de la dernière vaccination contre l'I.B.R.
- la date du certificat I.B.R. (le certificat reste valable 60 jours)

Lorsque le bovin participe à un rassemblement, comme déterminé à l'annexe VII de l'AR du 22 novembre 2006 relatif à la lutte contre la rhinotrachéite infectieuse bovine, les données suivantes doivent également être mentionnées :

- la date et le lieu du (des) rassemblement(s) auquel (auxquels) le bovin participe
- la date de la prise de sang, la référence et le résultat de l'analyse sanguine comme déterminé aux points 3 et 4 de l'annexe susmentionnée.

Vu pour être annexé à notre arrêté du 23 avril 2015 modifiant l'arrêté royal du 22 novembre 2006 relatif à la lutte contre la rhinotrachéite infectieuse bovine.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture,
W. BORSUS